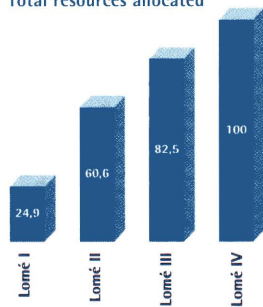


Le Programme Indicatif Régional de Lomé IV pour les Caraïbes couvre les quinze pays ACP de la région et porte sur 100 millions d'écus. Son objectif principal est la promotion et le soutien de la coopération et de l'intégration régionale. Ce processus devrait s'appuyer sur la libéralisation de la circulation intra-régionale des facteurs de production, une coordination plus étroite des stratégies et des politiques sectorielles, et le renforcement de la coopération fonctionnelle dans la région. A l'intérieur de ce secteur de concentration, des programmes devraient être mis en oeuvre dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'agriculture, des télécommunications et des transports. L'autre secteur d'intervention prioritaire, le développement durable, devrait comprendre des programmes dans les domaines du développement des ressources humaines et de l'environnement.

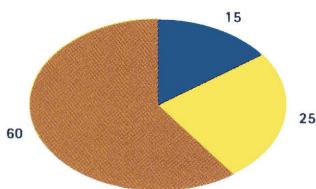
The Caribbean Regional Indicative Programme of Lomé IV covers the region's fifteen ACP countries and involves ECU 100 million. Its main objective is the promotion and support of regional cooperation and integration. This process should be based on liberalising the intra-regional movement of production factors, a closer coordination of strategies and sectoral policies at regional level, and the reinforcement of functional cooperation in the region. Within this major sector, programmes should be implemented in trade, tourism, agriculture, telecommunications and transport. The other priority sector for intervention, sustainable development, should include programmes in human resources development and the environmental protection.

Ressources totales allouées  
Total resources allocated



FED 7: répartition sectorielle du PIR  
(en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of RIP  
(% of the total envelope)



- Environnement  
Environment
- Secteurs sociaux  
Social sectors
- Autres  
Others



# Caraïbes Caribbean

Antigua et Barbuda

Bahamas

Barbados

Belize

Dominica

Dominican Republic

Grenada

Guyana

Haïti

Jamaica

Saint Kitts and Nevis

Saint Lucia

Saint Vincent and The

Grenadines

Suriname

Trinidad and Tobago





Saint John's



65 000



Saint John's



442 km<sup>2</sup>

#### Economic indicators

##### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
4587.3 ECU (1990)

Exports  
(petroleum products 50%,  
manufactured goods 32%)  
Exportations  
(dérivés pétroliers 50%,  
produits manufacturés 32%)  
19.4 mio ECU (1988)

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations  
na/nd

#### Social indicators

##### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle  
0.6% (1960-1991)

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire  
79.2% (1970)

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
32.0% (1990)

# Antigua et Barbuda

Situées dans le zone des Iles Sous-le-Vent, les deux îles jumelles d'Antigua et Barbuda sont soumises à certains risques naturels, comme les tremblements de terre et les ouragans qui balaient régulièrement le Bassin des Caraïbes. Antigua et Barbuda est devenu pleinement indépendant en 1981.

Le tourisme domine aujourd'hui l'économie du pays, autrefois centrée sur le sucre. L'industrie touristique et les services connexes représentent 60% environ du PNB, emploient près de la moitié de la population active et fournissent 50% des ressources en devises du pays. Dans les années 1980, le développement impressionnant du tourisme de luxe et de certaines industries manufacturières a suscité une augmentation de la croissance économique (9% par an), mais a fortement endetté le pays. Les faibles résultats enregistrés par le secteur touristique ces dernières années ont entraîné une baisse de la croissance (2% en 1992).

Antigua et Barbuda a bénéficié de financements du FED depuis la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, le pays a reçu près de 13 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Ces fonds ont essentiellement permis de financer des projets dans les domaines des infrastructures économiques et sociales (réhabilitation de routes, adduction d'eau) et de l'élevage. Un certain nombre de petites actions de promotion du tourisme et du commerce (foires) ont également été soutenues.

A twin-island State in the Leeward Islands, Antigua and Barbuda is prone to certain natural risks such as and hurricanes which regularly affect the Caribbean Basin. Antigua and Barbuda became fully independent in 1981.

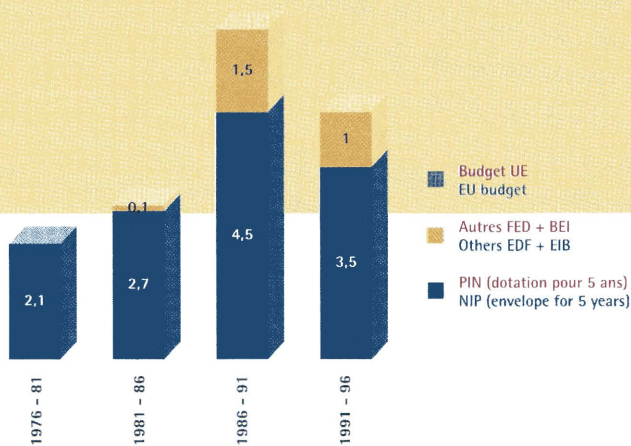
Today, tourism dominates the economy of this once agricultural country drawn towards sugar. The tourism industry, together with related services, accounts for about 60% of the country's GNP, 50% of employment and nearly 50% of its foreign exchange earnings. In the 1980s, the impressive development in luxury tourism and some manufacturing provoked an increasing of the economic growth (9% a year) but a high indebtedness of the country. A weak performance in the tourism sector in recent years has led to economic downturn (2% in 1992).

Antigua and Barbuda benefited from EDF financing since the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the country was provided about ECU 13 million under the successive National Indicative Programmes (NIPs). These funds were intended to finance projects in economic and social infrastructure fields (road rehabilitation, water distribution) and in livestock farming. A number of tourism and trade promotion projects (fairs) also received support.



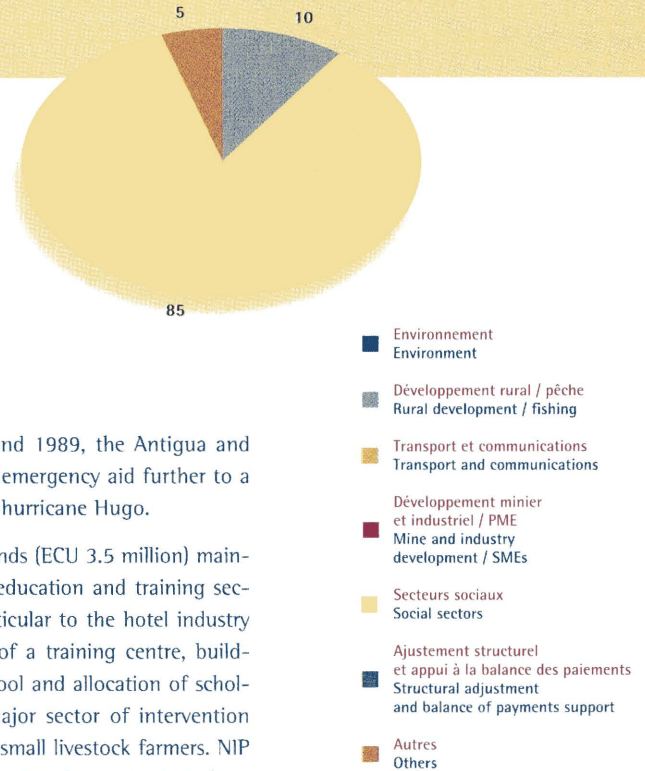
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



Le pays a également bénéficié, en 1982 et 1989, d'aides d'urgence à la suite d'une période de sécheresse et des dégâts causés par le passage de l'ouragan Hugo dans la région.

Sous Lomé IV, la dotation du PIN (3.5 millions d'écus) est principalement consacrée au secteur de concentration de l'éducation et de la formation, notamment au regard des besoins de l'industrie hôtelière: reconstruction d'un centre de formation, construction d'une école secondaire et allocation de bourses d'études. Le second secteur prioritaire d'intervention est l'appui aux petits éleveurs de bétail. Par ailleurs, des fonds devraient aussi être attribués au financement d'une assistance technique et d'actions de formation liées aux activités touristiques du pays (actions nationales pouvant ultérieurement être intégrées dans des programmes régionaux).

En outre, un montant de 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

In addition, in 1982 and 1989, the Antigua and Barbuda was provided emergency aid further to a period of drought and hurricane Hugo.

Under Lomé IV, NIP funds (ECU 3.5 million) mainly concentrate on the education and training sector, with regard in particular to the hotel industry needs: reconstruction of a training centre, building of a secondary school and allocation of scholarships. The second major sector of intervention consists in support for small livestock farmers. NIP funds should also be used to finance technical assistance and training actions related to the country's tourism activity (actions being a national component of possible regional programmes).

Moreover, ECU 1 million may be made available through the European Investment Bank's intervention in the form of risk capital.

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**







255 000

Nassau

13 939 km<sup>2</sup>

# Bahamas

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita

PNB par habitant

**10250.4 ECU (1990)**

Exports (oil)

Exportations (pétrole)

**2361.6 mio ECU (1990)**

Debt burden / exports

Service de la dette /  
exportations

**3.9% (1988)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year

Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

**2.8% (1960-1991)**

Primary schooling rate

Taux de scolarisation  
primaire

**99.2% (1990)**

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

**64.3% (1990)**

Situées au nord des Caraïbes, les Bahamas sont fragmentées en plus de 700 îles de nature corallienne, dont une vingtaine seulement sont habitées. Le pays a accédé à l'indépendance en 1973.

Les efforts déployés par les Bahamas en vue d'instaurer un climat de confiance, ont permis d'attirer les investisseurs étrangers et de développer les activités du tourisme. Le succès de cette politique est à l'origine du développement économique du pays, qui se classe en tête des Etats ACP en ce qui concerne le PNB par habitant. Toutefois, cette donnée globale cache une grande inégalité dans la répartition des revenus, particulièrement entre les deux îles principales – la Nouvelle-Providence et la Grande Bahama – où vivent 75% de la population totale – et les autres îles. Ce déséquilibre a conduit un grand nombre de jeunes à quitter les îles secondaires pour les deux principales et la capitale Nassau, afin de chercher du travail dans le secteur touristique.

La politique gouvernementale tend davantage que par le passé à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir le développement des activités productives. L'évolution récente de la situation économique, qui se caractérise par la détérioration de la balance des paiements et un déficit accru des finances publiques, a en outre renforcé la nécessité de la diversification économique.

Located north of the Caribbean islands, the Bahamas is a group of over 700 coral islands, of which about only twenty are inhabited. The country achieved independence in 1973.

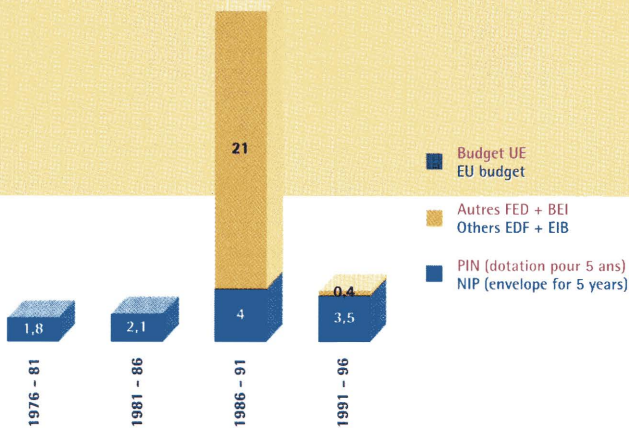
Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and to develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which ranks among the first ACP States regarding GNP per capita. However, this general fact masks considerable inequalities in incomes distribution, in particular between the two main islands – New Providence and Grand Bahama – where 75% of the total population live. This imbalance has led a large number of young people to leave the less important islands to seek employment in the two biggest ones as well as the capital, Nassau, particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure, to promote the development of production activities. Recent economic trends, which are characterized by a deteriorating balance of payments and an increased fiscal gap, have reinforced the need for diversification in the economy.



Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Compte tenu des circonstances, la coopération UE-Bahamas est relativement modeste. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'assistance européenne s'est élevée à près de 30 millions d'écus, dont près de 8 millions au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Les secteurs d'intervention ont principalement été l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En outre, la Banque Européenne d'Investissement a contribué, sur ses ressources propres, au financement de projets dans les secteurs productifs, pour un montant de près de 17 millions d'écus.

Sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (3.5 millions d'écus) sont entièrement consacrés au financement d'un seul projet dans le secteur des infrastructures: la réhabilitation de la principale route du pays, la Queen's Highway.

In these circumstances, EU-Bahamas cooperation is relatively modest. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to nearly ECU 30 million, almost ECU 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed nearly ECU 17 million from its own resources to the financing of projects in production sectors.

Under Lomé IV, the NIP funds (ECU 3.5 million) are totally devoted to the financing of just one project in the infrastructure field: the renovation of the country's main road, the Queen's Highway.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)







Bridgetown



257 000



Bridgetown



430 km<sup>2</sup>

# Barbados

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
**5833.3 ECU (1990)**

Exports (manufactured goods  
70%, sugar 23%)  
Exportations (produits manu-  
facturés 70%, sucre 23%)  
**180.8 mio ECU (1990)**

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations  
**15.4% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle  
**0.4% (1960-1991)**

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire  
**100% (1990)**

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
**44.7% (1990)**

Ile des Caraïbes, indépendante depuis 1966, la Barbade est un pays politiquement stable qui a réussi à tirer parti des ressources dont il dispose. L'éducation et la santé y sont de niveau élevé. Les principales activités économiques sont le tourisme, le sucre, les services financiers extra-territoriaux et les produits manufacturés. Le déclin de l'industrie sucrière et la prédominance du secteur touristique mettent en évidence le problème de la diversification économique. Le pays a connu une bonne croissance économique jusqu'à la fin des années 1980, mais doit faire face actuellement au problème majeur du déficit des finances publiques.

Compte tenu de la faible population de l'île et d'un PNB par habitant relativement élevé, le montant total des fonds alloués au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I à III, qui s'élève à environ 11 millions d'écus, est important.

Le Programme indicatif de Lomé IV, doté de 5.5 millions d'écus, vise à appuyer trois secteurs prioritaires: le développement des ressources humaines (55% des fonds), les infrastructures économiques et la promotion des petites entreprises. Le premier secteur de concentration de l'aide européenne comporte l'amélioration et l'extension de la section d'accueil du Barbados Community College et la fourniture d'équipements pour les nouvelles installations, dont un hôtel de formation intégrée. En ce qui concerne le second secteur d'intervention, des fonds seront alloués pour encourager le développement des secteurs productifs, en particulier celui des exportations.

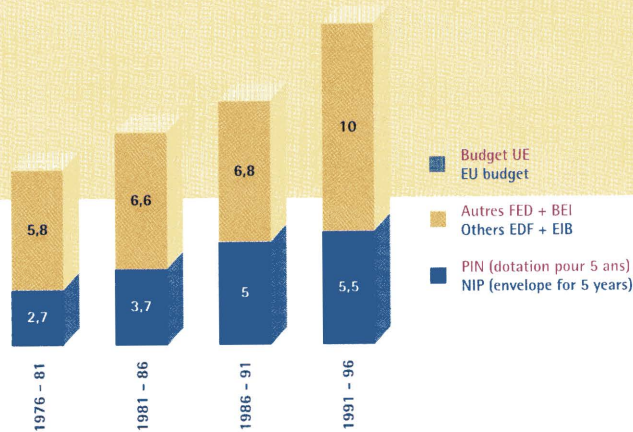
An island in the Caribbean, independent since 1966, Barbados is a politically stable country which has been able to capitalise on the resources at its disposal. Barbados has a high level of education and health services. The main economic activities are tourism, sugar, offshore financial services and manufacturing. A declining sugar industry and a predominant tourist sector highlight the issue of economic diversification. The economy performed well up until the late 1980s, and the main economic problem facing Barbados is its large fiscal deficit.

Given the country's relatively small population and the relatively high GNP per capita, the total of National Indicative Programmes (NIPs) from Lomé I to III amounting to around ECU 11 million is significant.

The Lomé IV NIP provides ECU 5.5 million and aims at supporting three priority sectors: human resources development (55% of the funds), economic infrastructure and small businesses promotion. On the first main sector, the hospitality division of the Barbados Community College is to be upgraded and expanded and equipment provided for the new facilities, which include an integrated training hotel. The second priority sector of intervention is economic infrastructure. Funds will be allocated to encourage the expansion of the production sectors, especially for exports.

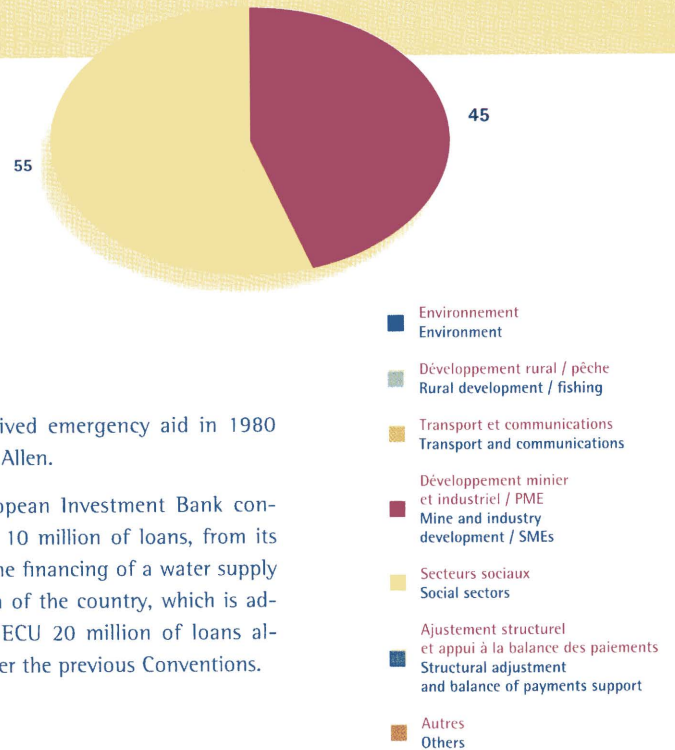
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



En 1980, la Barbade a aussi bénéficié d'une aide d'urgence à la suite du passage de l'ouragan Allen.

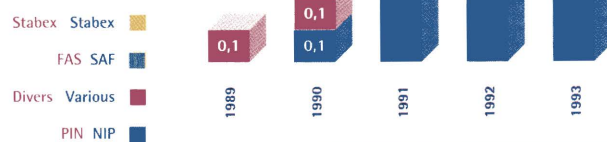
En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) contribue au financement d'un projet d'adduction d'eau dans le sud du pays, pour un montant de 10 millions d'écus de prêts sur ses ressources propres, qui vient s'ajouter aux prêts d'un peu moins de 20 millions d'écus déjà consentis au titre des Conventions précédentes.

Barbados also received emergency aid in 1980 following hurricane Allen.

Moreover, the European Investment Bank contributes up to ECU 10 million of loans, from its own resources, to the financing of a water supply project in the south of the country, which is additional to almost ECU 20 million of loans already allocated under the previous Conventions.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)







Belmopan



189 000



Belmopan

km<sup>2</sup>

22 965 km<sup>2</sup>

# Belize

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant

**1689.6 ECU (1990)**

Exports (sugar 39.8%,  
food stuffs 42.5%)

Exportations (sucre 39.8%,  
produits alimentaires 42.5%)

**124.3 mio ECU (1992)**

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations

**8.0% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year

Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

**2.4% (1960-1991)**

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire

**75.3% (1980)**

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation

**50.5% (1990)**

Etat d'Amérique centrale, situé en bordure de la mer des Caraïbes, Belize a pleinement accédé à l'indépendance en 1981. Il est doté d'un régime démocratique parlementaire.

De Lomé I à Lomé IV, le total de l'aide programmée et non-programmée allouée par l'Union européenne à Belize s'élève à plus de 40 millions d'écus.

Sous Lomé III, 5,4 millions d'écus ont été alloués à un projet d'importance majeure concernant l'amélioration d'une section de la Humming-bird Highway. Belize a en outre bénéficié de fonds destinés spécifiquement à l'assistance aux réfugiés, qui ont servi à développer les soins de santé primaires dans les communautés rurales du District de Cayo. Le crédit aux petites entreprises commerciales ou agricoles par le biais du Fonds National de Développement de Belize, en collaboration avec une organisation non-gouvernementale britannique, ainsi que l'installation des réfugiés et des nationaux dans la Valley of Peace du District de Cayo, ont également reçu un soutien financier.

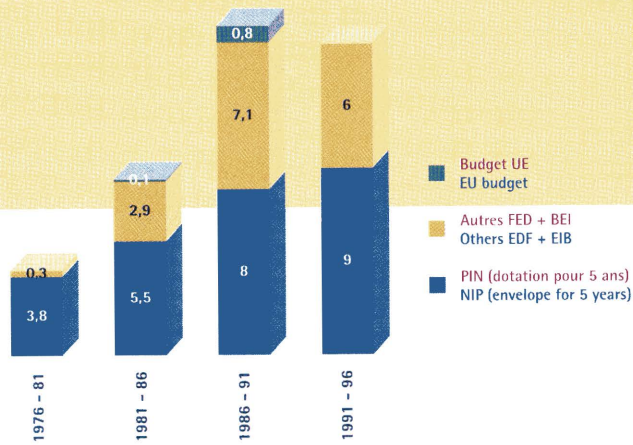
Situated on the Central American mainland, by the Caribbean Sea, Belize gained full independence in 1981. It is ruled by a parliamentary democracy.

From Lomé I to Lomé IV, total programmed and non-programmed assistance allocated to Belize by the European Union has amounted to more than ECU 40 million.

Under Lomé III, ECU 5.4 million was allocated to a major project the improvement of a section of the Humming-bird Highway. Belize has also benefited from funds specifically earmarked for refugee assistance, in the form of primary health care services for rural communities in the Cayo District, credit for small agricultural and commercial enterprises through the National Development Fund of Belize, in collaboration with a British non-governmental organization, and support for settlement of refugees and nationals in the Valley of Peace (Cayo District).

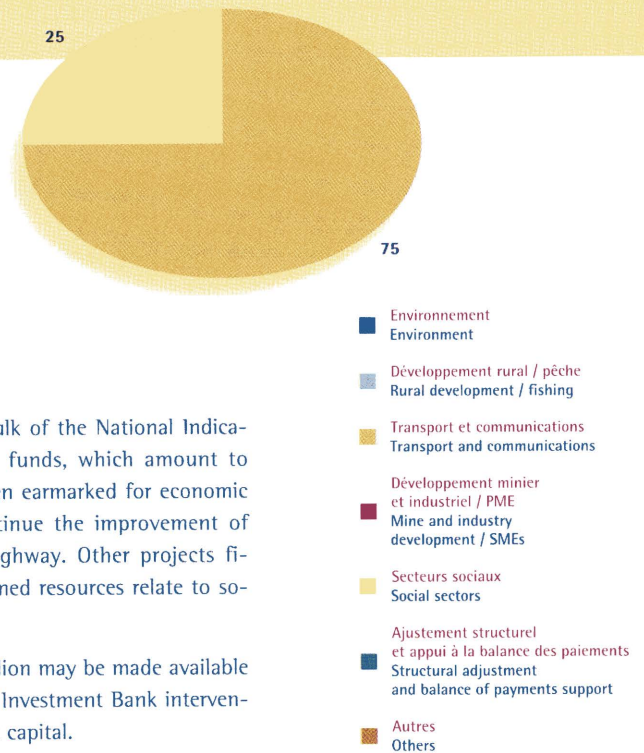
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



Sous Lomé IV, la majeure partie des fonds du Programme Indicatif National (PIN), qui s'élève à 9 millions d'écus, a été consacrée aux infrastructures économiques, en vue de poursuivre l'amélioration de la Humming-bird Highway. Les autres projets financés sur les ressources programmées concernent les secteurs sociaux.

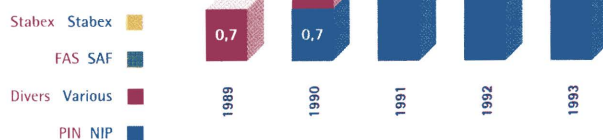
En outre, un montant de 2.5 millions d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Under Lomé IV, the bulk of the National Indicative Programme (NIP) funds, which amount to ECU 9 million, has been earmarked for economic infrastructure, to continue the improvement of the Humming-bird Highway. Other projects financed from programmed resources relate to social sectors.

Moreover, ECU 2.5 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**







Roseau



72 000



Roseau



750 km<sup>2</sup>

# Dominica

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

#### GNP per capita

PNB par habitant

1955.9 ECU (1990)

Exports (bananas 58.3%,  
manufactured goods 35.1%)

Exportations (bananes 58.3%,  
produits manufacturés 35.1%)

48.5 mio ECU (1990)

#### Debt burden / exports

Service de la dette /  
exportations

4.3% (1990)

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year

Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

0.6% (1960-1991)

#### Primary schooling rate

Taux de scolarisation  
primaire

95% (1970)

#### Urbanization rate

Taux d'urbanisation

46.2% (1970)

Située au nord de la chaîne des Caraïbes (Iles Au Vent), la Dominique est devenue indépendante en 1978.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur prédominant et vital de l'agriculture, la banane. Le gouvernement s'attache à développer ses infrastructures en vue de relancer la croissance économique et de développer l'éco-tourisme dans les années à venir. En effet, alors que la seconde moitié de la décennie 1980 a vu le taux de croissance réel du pays s'établir autour de 5,5% en moyenne, ce dernier a chuté entre 2 et 2,6% en 1991 et 1992. La récession mondiale et l'incertitude entourant l'avenir du secteur de la banane sont actuellement de nature à affecter l'économie ouverte et vulnérable de l'île.

Les relations de coopération entre l'Union européenne (UE) et la Dominique ont débuté formellement en 1976 dans le cadre de l'Accord d'Association entre l'UE et ses PTOM (Pays et Territoires d'Outre-mer), et se sont poursuivies avec l'adhésion du pays à la Convention de Lomé après son accession à l'indépendance. L'agriculture et les infrastructures rurales constituent les deux secteurs traditionnels de concentration de l'aide européenne.

Dominica, an island in the far north of the chain of Caribbean Islands (the Windward Islands), has been an independent State since 1978.

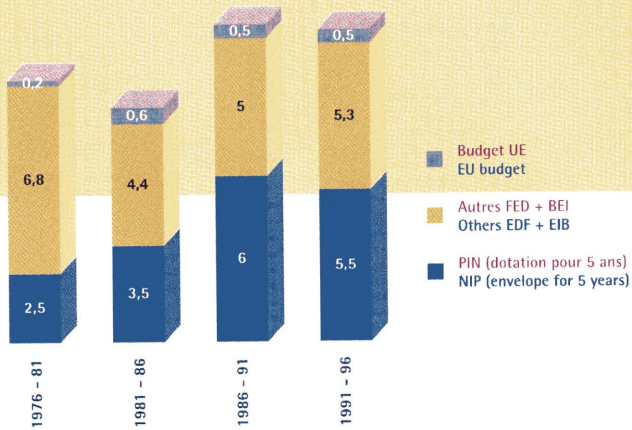
The country has a predominantly agricultural economy with a vital banana sector, and is developing its infrastructure to support future industrial growth and eco-tourism. In the second half of the 1980's real growth averaged 5.5% with a definite slowdown in 1991 and 1992 (2 to 2.6%). The worldwide recession combined with the uncertainty over the future of the banana sector is likely to affect Dominica's open and vulnerable economy.

The formal cooperation partnership with European Union (EU) was initiated in 1976 within the framework of the Association between the EU and its OCTs (Overseas Countries and Territories), and continued when the newly independent country joined the Lomé Convention. The focus for cooperation has been mainly within the agricultural and rural infrastructure sectors.



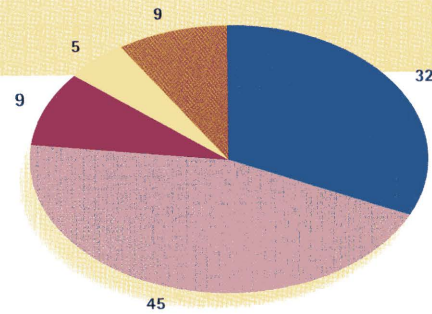
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement  
Environment
- Développement rural / pêche  
Rural development / fishing
- Transport et communications  
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME  
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux  
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres  
Others

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, doté de 5,5 millions d'écus, comporte deux secteurs d'intervention prioritaires. Le secteur du développement rural bénéficie d'une allocation de 2,5 millions d'écus destinée à promouvoir la diversification agricole par l'amélioration de la qualité et de la productivité de la production bananière et par le développement d'autres cultures. Dans le domaine de l'environnement, les projets financés (1,7 million d'écus) visent à appuyer la stratégie du pays en la matière, particulièrement en ce qui concerne la capacité de gestion, la lutte contre la déforestation, ainsi que la collecte et le traitement des déchets. Les autres secteurs d'aide non-prioritaires sont le développement du tourisme et un programme pluri-annuel de formation.

Depuis 1979, les principales exportations de la Dominique, bananes et noix de coco, bénéficient de transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes subies à l'exportation jusqu'à présent, pour un montant total d'environ 8,5 millions d'écus.

De plus, la Banque Européenne d'Investissement a engagé 2,5 millions d'écus au titre des capitaux à risques qu'elle gère.

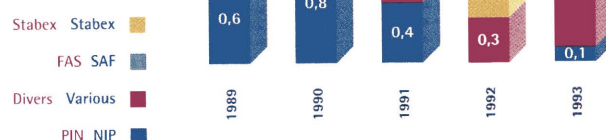
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) of ECU 5.5 million focuses on two sectors of intervention. The rural development sector has been allocated ECU 2.5 million to promote agricultural diversification directed towards increasing the quality and productivity of banana production, and to enhance diversification in other crops. As for the environment sector, projects aim at supporting Dominica's environmental strategy, especially regarding management capacity, deforestation, as well as waste collection and treatment. This area has been allocated ECU 1.7 million. The other non-priority sectors are tourism development and multi-annual training scheme.

Since 1979, Dominica's main exports, bananas and coconuts, have benefited from Stabex transfers, which have compensated shortfalls of the country earnings from these two products for a total amount of around ECU 8.5 million, so far.

Moreover, ECU 2.5 million under risk capital has been committed by the European Investment Bank.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)







Saint-Domingue



 7 170 000

 Saint-Domingue

 48 443 km<sup>2</sup>

# Dominican Republic

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
828 ECU (1990)

Exports (ore 33.5%,  
sugar 20.1%)  
Exportations (minerais 33.5%,  
sucre 20.1%)  
499.1 mio ECU (1992)

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations  
7.8% (1990)

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle  
2.6% (1960-1991)

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire  
95.5% (1990)

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
60.4% (1990)

La République Dominicaine occupe les deux-tiers orientaux de l'ancienne île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti, et dispose d'une façade sur la Mer des Caraïbes et d'une autre sur l'Océan Atlantique.

Le pays a tardivement rejoint le Groupe des Etats ACP en adhérant en 1989 à la quatrième Convention de Lomé. Auparavant, la République Dominicaine a bénéficié de l'assistance européenne dans le cadre des relations de coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. Ainsi, de 1976 à 1989, elle a reçu une aide de près de 26 millions d'écus qui a été principalement consacrée à l'appui aux réformes agraires, à l'infrastructure sociale urbaine (distribution d'eau et d'électricité) et à la santé.

Les réformes d'ajustement structurel engagées par le pays depuis 1991, qui sont axées sur la libéralisation de l'économie, ont eu un impact très positif: récupération du PIB réel, déficit public quasiment résorbé et très forte diminution du taux d'inflation. Les difficultés auxquelles le pays est actuellement confronté concernent la stimulation de la croissance économique, la réduction du déficit de la balance commerciale et la récupération du niveau des dépenses publiques dans les secteurs sociaux.

Le premier Programme Indicatif National (PIN) du pays – celui de Lomé IV – s'élève à près de 85 millions d'écus. Les actions devant être financées avec ces ressources programmées concernent en grande partie un programme intégré de développement

The Dominican Republic makes up two thirds of the island formerly known as Hispaniola, which it shares with Haiti; one side faces onto the Caribbean and the other the Atlantic Ocean.

The country was late in joining the ACP States Group, at the fourth Lomé Convention in 1989. Before then, the Dominican Republic benefited from European aid as part of cooperation relations with Latin American developing countries. From 1976 to 1989, the country received almost ECU 26 million in aid; this was mainly to support agrarian reforms and urban social infrastructure (water and electricity distribution) and health care.

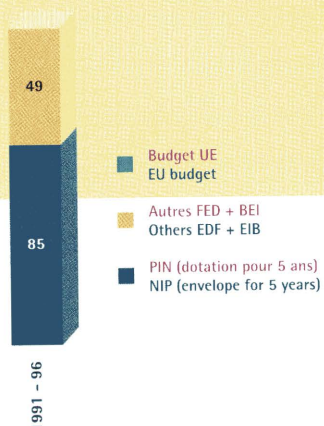
The structural adjustment reforms undertaken by the country since 1991, which focus on liberalizing the economy, have had a very positive impact: recovery of the real GDP, substantially reduced public debt, and a considerable reduction in the inflation rate. The difficulties now faced by the country include the stimulation of economic growth, reduction of the trade balance deficit and recovery of the public spending level in the social sectors.

The first National Indicative Programme (NIP), under Lomé IV, amounts to almost ECU 85 million. Actions to be funded with the programmed resources are the protection and exploitation of natural resources and support for the health and education social sectors. The other projects financed are for the supply of technical assistance, cultural cooperation and the implementation of a support



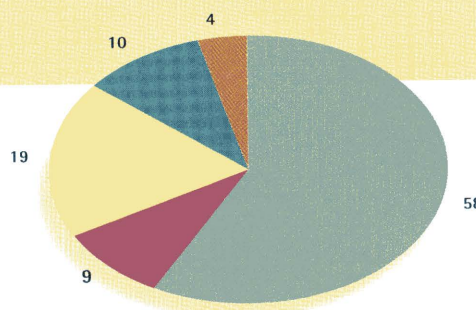
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



- Environnement  
Environment
- Développement rural / pêche  
Rural development / fishing
- Transport et communications  
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME  
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux  
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres  
Others

rural dans le nord-est du pays, et deux grands projets dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les autres financements portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique, la coopération culturelle et la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur privé. Le soutien à l'ajustement structurel prend une place significative avec une allocation de plus de 31 millions d'écus, dont 23 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 8.5 millions provenant du PIN.

La République Dominicaine bénéficie également d'une aide de 23 millions d'écus au titre du Sysmin, qui vise à soutenir la mise en oeuvre d'un programme géologique et minier.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, en outre, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs, dont 3 millions d'écus sont déjà engagés au titre des capitaux à risques.

Sur les ressources budgétaires de l'Union européenne, des actions relatives à la fourniture d'une aide alimentaire (5.6 millions d'écus) et au cofinancement de projets avec des ONG (2.2 millions d'écus) ont également été soutenues.

programme for the private sector. Support for structural adjustment plays a significant role, with an allocation of over ECU 31 million, of which ECU 23 million was from the Structural Adjustment Facility (SAF) and 8.5 million from the NIP.

Under Sysmin, the Dominican Republic was allocated ECU 23 million to support the implementation of a geological and mining programme.

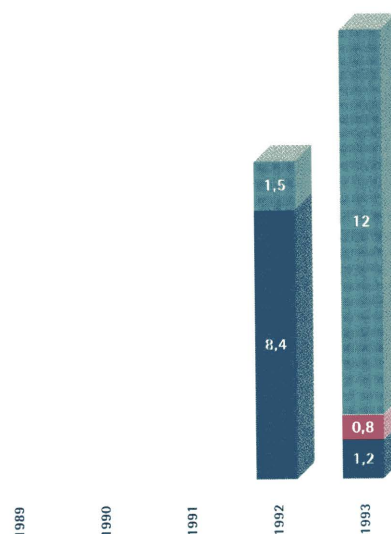
The European Investment Bank also might contribute, from the resources it manages, to the financing of projects in the production sectors, of which ECU 3 million has already been committed under risk capital.

From the European Union's budget resources, actions for the supply of food aid (ECU 5.6 million) and NGO cofinancing projects (ECU 2.2 million) have also been supported.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex Stabex
- FAS SAF
- Divers Various
- PIN NIP





Saint-George's



91 000



Saint-George's



345 km<sup>2</sup>

# Grenada

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant

**1849.2 ECU (1990)**

Exports (nutmeg 36%,  
bananas 14%)

Exportations (muscade 36%,  
bananes 14%)

**28.2 mio ECU (1987)**

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations

**1.9% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year

Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

**na/nd**

Primary schooling rate

Taux de scolarisation  
primaire

**87.8% (1987)**

Urbanization rate

Taux d'urbanisation

**13.4% (1980)**

Etat constitué de trois îles (Grenade, Carriacou et la Petite Martinique), dont 98% de la population est concentrée sur la principale île qui donne son nom au pays, Grenade est devenu indépendant en 1974. Il s'est redoté d'institutions démocratiques à l'issue d'une parenthèse autoritaire (1979-1983).

L'agriculture et le tourisme constituent les piliers de l'économie du pays. Restée traditionnelle, l'agriculture est le secteur le plus important en termes d'emploi et de ressources à l'exportation: elle occupe près d'un tiers de la population et assure 60% environ des recettes d'exportations. Le tourisme est un secteur en rapide croissance qui offre des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses. Cependant, la croissance économique, qui s'élevait à 4 à 5% en moyenne sur la période 1984-1990, stagne depuis 1991 autour de 3%. Le pays a dû engager des réformes d'ajustement macroéconomique afin de réduire le déficit des finances publiques.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1974 avec la première Convention de Lomé. De Lomé I à III, les fonds disponibles (11 millions d'écus) au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été centrés sur l'infrastructure routière, principalement la reconstruction de la Route principale de l'Est (plus de 7 millions d'écus), la promotion du tourisme et les secteurs sociaux (éducation, santé).

Grenade a été, par ailleurs, l'un des principaux bénéficiaires parmi les Etats ACP de la région des transferts Stabex: plus de 10 millions d'écus de 1976 à 1993 pour le cacao, les bananes, et la muscade principalement.

A three-island State (Grenada, Carriacou and Petite Martinique) with 98% of the Grenada's population living on the main island which gives it its name, Grenada became independent in 1974. It reinstated democratic institutions after a period of authoritarian rule (1979-1983).

Agriculture and tourism are the basis of the economy. Traditional agriculture is the main sector for employment and exports earnings. It employs almost one third of the population and ensures 60% of export earnings. Tourism is a rapidly growing sector which offers more and more employment opportunities. However, economic growth which amounted to 4-5% on average during 1984-90, has stagnated around 3% since 1991. The country has had to launch macroeconomic adjustment reforms aimed at lowering the public finances deficit.

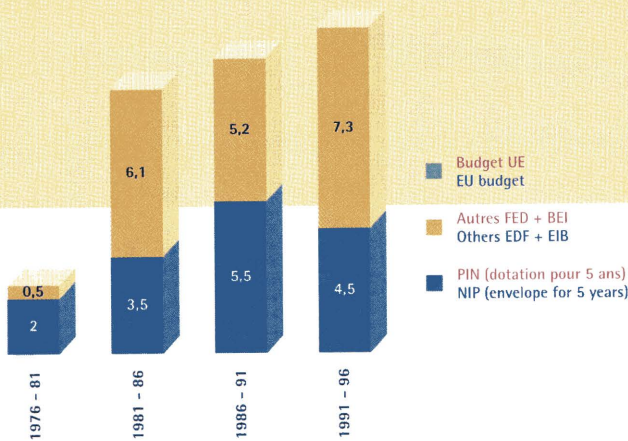
EDF assistance began in 1974 with the Lomé I Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs) funds (ECU 11 million) were allocated to road infrastructure, mainly for the rebuilding of the main East Road (more than ECU 7 million), tourism promotion and social sectors (education, health services).

Moreover, Grenada has been one of the main Stabex transfer recipients among the region's ACP States: over ECU 10 million from 1976 to 1993, mainly for cocoa, bananas and nutmeg.



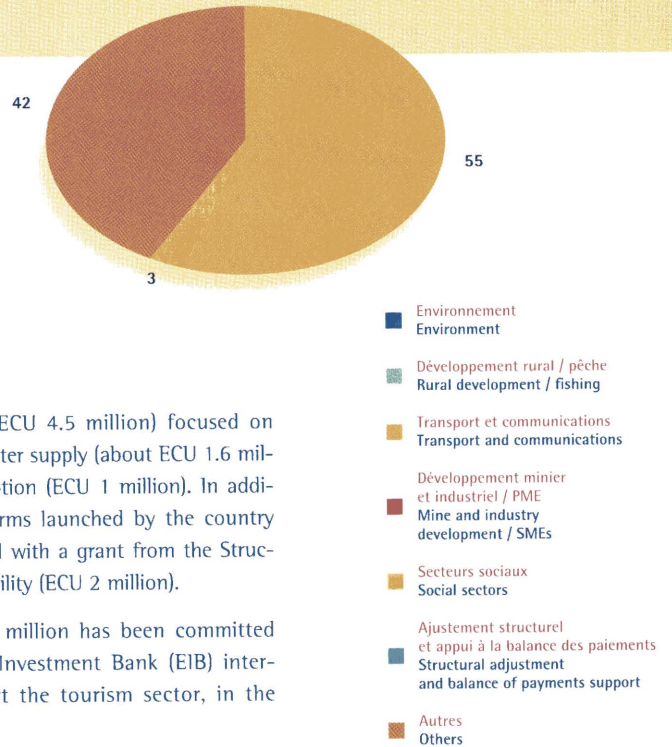
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



The PIN of Lomé IV, of 4.5 million ECU, is concentrated on three main areas: water supply (about 1.6 million ECU), rehabilitation of agricultural roads (about 1.6 million ECU) and tourism promotion (1 million ECU). In addition, economic reforms launched by the country have been supported with a grant from the Structural Adjustment Facility (ECU 2 million).

Moreover, ECU 1.5 million has been committed through European Investment Bank (EIB) interventions to support the tourism sector, in the form of risk capital.

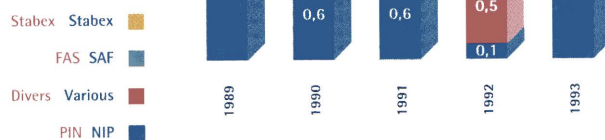
In addition, the European Investment Bank (EIB) has intervened, under Lomé IV, for an amount of 1.5 million ECU under the title of capital at risk in favour of the tourism sector.

At the commercial level, the Banana special Protocol, annexed to the Convention, guarantees a market in Europe for almost all Grenada's production.

On the commercial plan, the special protocol on bananas, annexed to the Convention, guarantees Grenada a market for the quasi-totality of its production exported to the European Union.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)







796 000



Georgetown



215 083 km<sup>2</sup>

# Guyana

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
393.1 ECU (1990)

Exports (sugar 46.5%,  
bauxite 19.6%)  
Exportations (sucre 46.5%,  
bauxite 19.6%)  
274.3 mio ECU (1992)

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations  
44.1% (1990)

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle  
1.1% (1960-1991)

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire  
100% (1990)

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
32.8% (1990)

**Située** dans la partie nord-est de l'Amérique du Sud, au bord de l'Océan Atlantique, le Guyana a accédé à l'indépendance en 1966. Les politiques économiques menées au cours des années 70 ont conduit à une régression des secteurs de production et de l'économie dans son ensemble. La politique du nouveau gouvernement élu démocratiquement en 1992 est centrée sur la réduction de la pauvreté et l'appui au secteur privé pour soutenir la croissance et la poursuite de l'engagement dans une économie de marché.

Sous les trois premières Conventions de Lomé, l'aide européenne s'est concentrée sur les secteurs économique, social et minier. Durant les dix dernières années, l'Union européenne a fourni une assistance aux transports, aux systèmes hydrauliques et d'approvisionnement d'eau, contribuant ainsi de manière significative au programme de réhabilitation des infrastructures vitales pour le pays, défini par le Gouvernement. Sous Lomé II, 34.5 millions d'écus ont été alloués au titre du Sysmin afin d'aider l'entreprise Guymine à maintenir son niveau de productivité.

Sous Lomé IV, la réhabilitation de l'infrastructure économique est le premier secteur prioritaire d'intervention: 85% des 26 millions d'écus du Programme Indicatif National (PIN) lui ont été réservés. D'autres actions comportent le soutien à la protection de la mer (12.75 millions d'écus), au système d'approvisionnement d'eau de New Amsterdam (4.5 million d'écus), à la réhabilitation du pont du port de Demerara (8 millions d'écus), ainsi qu'un appui au secteur privé (750 000 écus). La contribution européenne au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel s'élève à 4.5 millions d'écus sous forme d'un Programme Général d'Importation.

**Situated** in north-eastern South America, on the Atlantic Ocean, Guyana gained independence in 1966. Economic policies in the 1970s led to a breakdown in production sectors as well as the whole economy. The policy of the new democratically-elected Government in 1992 has focused on poverty alleviation and on support to the private sector, aimed at sustaining growth and continuing commitment in a market-oriented economy.

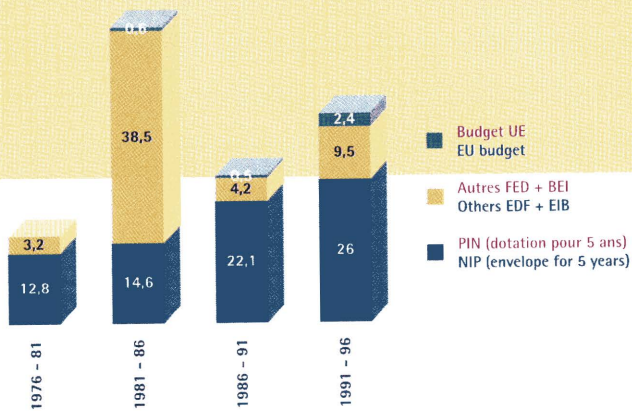
Under the first three Lomé Conventions, European assistance concentrated on the economic, social infrastructure and mining sectors. For the past ten years, the European Union has provided help to the transport sector, hydraulics and water supply system, thus making a significant contribution to the Government's key infrastructure rehabilitation programme. Under Lomé II, ECU 34.5 million was committed under the Sysmin instrument to help the Guymine enterprise maintain its production capacity level.

Under Lomé IV, rehabilitation of economic infrastructure is the main priority sector with 85% of the ECU 26 million National Indicative Programme (NIP) set aside for it. Other actions include support for the Sea Defence programme (ECU 12.75 million), water supply system in New Amsterdam (ECU 4.5 million), rehabilitation of the Demerara Harbour Bridge (ECU 8 million), and assistance to the private sector (ECU 750 000). The European contribution under the Structural Adjustment Facility amounts to ECU 4.5 million, in the form of a General Import Programme.



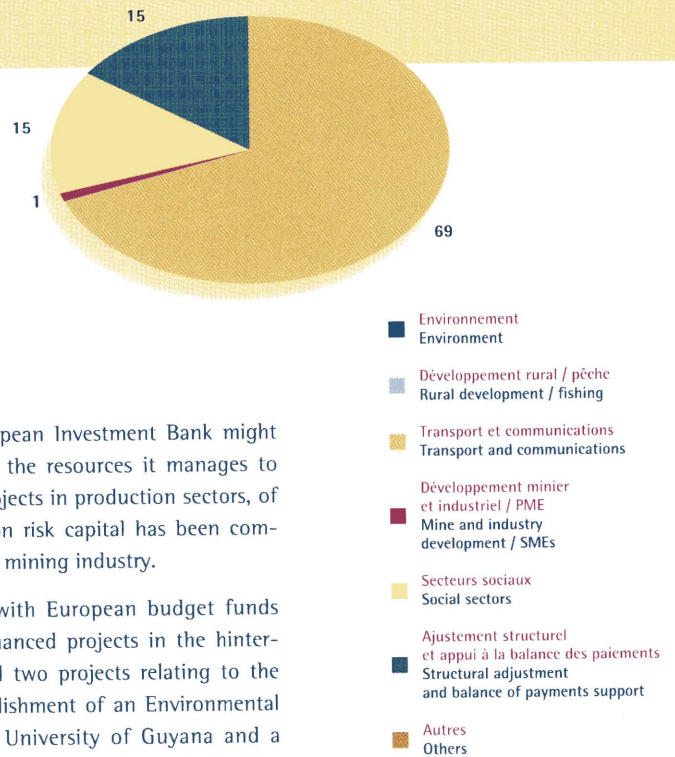
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assume la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs, dont 5 millions d'écus au titre de capitaux à risques ont été déjà engagés dans le secteur minier.

Les actions menées avec les fonds du budget européen comportent des projets de cofinancement avec les organisations non-gouvernementales dans l'arrière-pays, des aides alimentaires ainsi que deux projets liés à l'environnement (création d'une Unité d'Etudes Environnementales à l'Université du Guyana et une étude préparatoire pour une zone protégée dans la région de Rupununi).

Le Guyana bénéficie des Protocoles spéciaux de Lomé sur le sucre et le rhum. En 1992, les exportations de rhum vers l'Union européenne (Royaume Uni et Pays-Bas) représentaient 68.6% de la production totale et 90.7% des exportations totales de rhum.

Moreover, the European Investment Bank might contribute through the resources it manages to the financing of projects in production sectors, of which ECU 5 million risk capital has been committed so far to the mining industry.

Actions launched with European budget funds include NGO co-financed projects in the hinterland, food aid, and two projects relating to the environment (establishment of an Environmental Study Unit at the University of Guyana and a preparatory study for a protected area in the Rupununi Region).

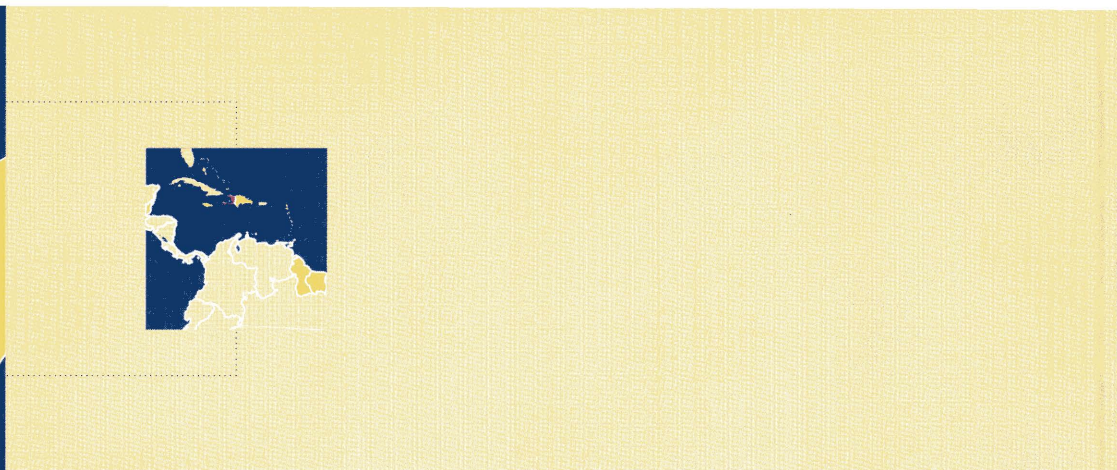
Guyana benefits from special Lomé Protocols on Sugar and Rum. In 1992, rum exports to the European Union (UK and the Netherlands) represented 68.6% of total production and 90.7% of total exports of rum.

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**







6 486 000



Port-au-Prince



27 400 km<sup>2</sup>

# Haïti

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
**328.7 ECU (1990)**

Exports (manufactured goods,  
coffee)  
Exportations (produits manu-  
facturés, café)  
**90.8 mio ECU (1991)**

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations  
**3.2% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle  
**1.8% (1960-1991)**

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire  
**55.9% (1990)**

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
**28.6% (1990)**

Située dans le tiers occidental de l'ancienne île d'Hispañola, au nord de la Mer des Caraïbes, Haïti a accédé à l'indépendance en 1804. Il figure parmi les pays les plus pauvres du monde, en dépit de richesses et d'atouts potentiels (café, bauxite, sisal, tourisme, art et culture, ressources humaines)

Haïti a adhéré à la quatrième Convention de Lomé en 1989, en même temps que la République Dominicaine, et après la mise en place d'un régime démocratique venant se substituer à la longue dictature duvaliériste.

Le coup d'Etat de septembre 1991 a entraîné la suspension de la coopération de l'Union européenne avec Haïti, à l'exception des opérations à caractère humanitaire. De ce fait, le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, pour lequel un montant de 106 millions d'écus avait été prévu, n'est pas encore signé, à ce jour.

Cela étant, à partir de 1992, la population haïtienne a pu bénéficier d'aides d'urgence (près de 5 millions d'écus) et d'aides alimentaires (26 millions d'écus), financées à la fois sur les ressources de la Convention et sur celles du budget de l'Union européenne. D'autres actions, financées sur les fonds budgétaires de l'UE, ont également été menées dans le cadre de la coopération décentralisée, en vue d'aider les populations locales à survivre aux conditions difficiles générées par l'embargo, et au titre des cofinancements avec des ONG (construction d'une école; approvisionnement en eau de certains villages). Un soutien aux organisations associatives haïtiennes actives dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, ainsi que dans l'aide aux victimes de la répression, a été également été fourni.

Located in the northern Caribbean Sea, in the western third of the former Hispañola island, Haiti achieved independence in 1804. It is one of the poorest countries in the world, despite potential resources and assets (coffee, bauxite, sisal, tourism, art and culture, human resources).

Haiti joined the fourth Lomé Convention in 1989 at the same time as the Dominican Republic, following the establishment of the democratic regime that replaced the long dictatorship of Duvalier.

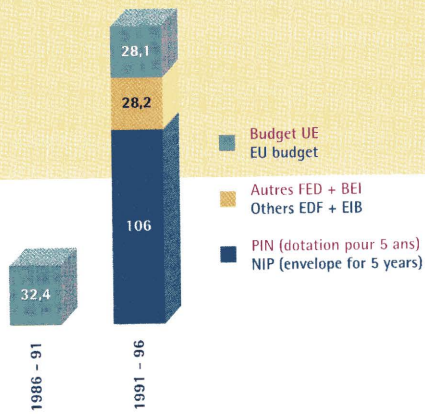
The September 1991 coup has led to the suspension of the European Union's cooperation with Haiti, except for humanitarian operations. Because of this, the Lomé IV National Indicative Programme (NIP), for which ECU 106 million was reserved, has not yet been signed.

Since 1992, however, the Haitian population has received emergency aid (nearly ECU 5 million) and food aid (ECU 26 million), both financed from the resources of the Convention and from the European Union budget. Other actions financed under EU budgetary funds were also carried out in the framework of decentralised cooperation, to help the local population to survive the difficult conditions created by the embargo on the country, and of NGO-cofinancing scheme (building of a school, providing for drinking water in villages). Support to local associative movements promoting human rights and democracy, and helping victims of repression, was also provided.



Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



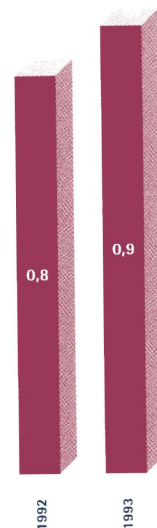
Avant son adhésion à la Convention de Lomé, Haïti a bénéficié de l'assistance européenne au titre de la coopération avec les pays en développement d'Amérique latine: entre 1976 et 1989, plus de 82 millions d'écus ont été consacrés au développement du pays.

Before it joined the Lomé Convention, Haiti benefited from the European assistance in the framework of the EU's cooperation with Latin American developing countries: from 1976 to 1989, more than ECU 82 million was devoted to the country's development.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)

- Stabex Stabex
- FAS SAF
- Divers Various
- PIN NIP







Kingston



2 420 000



Kingston



10 991 km<sup>2</sup>

# Jamaica

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant

1271.6 ECU (1990)

Exports (alumina 67.4%,  
bauxite 14%)

Exportations (alumine 67.4%,  
bauxite 14%)

1007.1 mio ECU (1992)

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations

23.0% (1990)

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

1.3% (1960-1991)

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire

100% (1990)

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation

52.3% (1990)

**Indépendante** et dotée d'un régime parlementaire depuis 1962, la Jamaïque est le troisième plus grand Etat insulaire de la Mer des Caraïbes, après Cuba et l'ancienne Hispânia.

Durant la décennie 80, l'économie a été caractérisée par un excès de réglementation, une accentuation du déficit de la balance des paiements et une politique d'investissements coûteuse, qui a conduit à une forte perte de rendement, d'emplois et de revenus. Malgré l'efficacité des réformes macroéconomiques engagées par le pays depuis 1978, visant à la libéralisation de l'économie, au développement des exportations et de l'épargne privée, l'économie reste fragile et vulnérable. Elle repose toujours sur trois secteurs clés: le tourisme, la bauxite et la production agricole (sucre et banane). Depuis 1989, le gouvernement s'attache à appliquer une politique visant à réduire la pauvreté et à développer les programmes sociaux destinés à alléger les effets de l'ajustement structurel.

Sous les trois premières Conventions de Lomé (1976-1990), l'assistance de l'Union européenne à la Jamaïque s'est élevée à 110 millions d'écus, et s'est concentrée sur le soutien aux petits producteurs de café et aux petits éleveurs, ainsi que sur l'approvisionnement en eau des zones rurales et la réhabilitation des routes. Au cours de cette même période, la Jamaïque a également bénéficié de près de 45 millions d'écus d'intervention de la Banque Européenne d'Investissement, dont 37 millions d'écus au titre de prêts sur ressources propres.

**Independent** since 1962 with a parliamentary regime, Jamaica is one of the biggest island States in the Caribbean Sea, following Cuba and the former Hispânia.

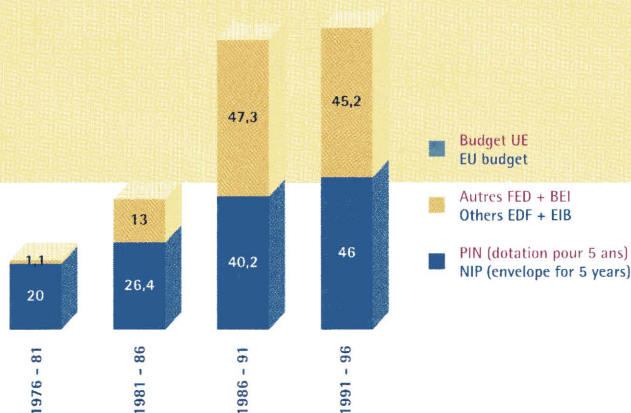
During the 1980 decade, the economy was characterized by excessive regulation, aggravated balance of payments deficit and a costly investment policy, which had led to severe losses of output, employment and revenues. Notwithstanding the effectiveness of macroeconomic reforms carried out by the country since 1978, and aimed at liberalising the economy, developing exports and raising domestic savings, the economy remains fragile and vulnerable. It is still founded on three key sectors: tourism, bauxite and agricultural production (sugar and bananas). Since 1989, the Government has undertaken a policy aimed to reduce poverty and develop social programmes with a view to alleviating the effects of structural adjustment.

Under the first three Lomé Conventions (1976-1990), European assistance to Jamaica amounted to a total of ECU 110 million and concentrated on support to small coffee producers and livestock farmers, as well as support for water supplies in rural areas and road rehabilitation. Over the same period, Jamaica also received nearly ECU 45 million through the European Investment Bank intervention, of which ECU 37 million in the form of loans from its own resources.



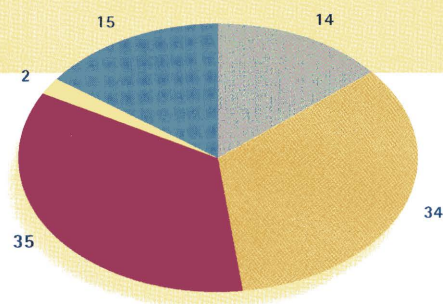
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



- Environnement  
Environment
- Développement rural / pêche  
Rural development / fishing
- Transport et communications  
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME  
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux  
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres  
Others

Sous Lomé IV, la plus grande partie des fonds programmés sont consacrés au développement agricole et rural et aux infrastructures. Le Programme National Indicatif (PIN), de plus de 46 millions d'écus, comprend plusieurs projets en matière de transport routier, de promotion du commerce (Programme "Objectif Europe"), de développement rural et de développement des ressources humaines. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est, par ailleurs, élevé à plus de 7 millions d'écus, dont 2.5 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et plus de 4.5 millions provenant du PIN.

En outre, la BEI a déjà contribué, sous cette même Convention, au financement de projets dans le secteur de l'énergie et des PME, pour un montant de 26 millions d'écus sur ses ressources propres et de 3 millions d'écus au titre des capitaux à risques.

Au plan commercial, trois produits clés vitaux pour les petits paysans et travailleurs ruraux du pays –banane, sucre et rhum– bénéficient de conditions préférentielles d'accès au marché européen prévues dans les Protocoles spéciaux de la Convention de Lomé.

Under Lomé IV, the bulk of the programmed funds is devoted to agricultural and rural development and infrastructure. The National Indicative Programme (NIP) of ECU 46 million includes several projects in road transport, trade promotion (Target Europe Programme) rural development and, human resources development. Support for the country's structural reforms amounted to more than ECU 7 million, of which ECU 2.5 million under the Structural Adjustment Facility (SAF) and more than ECU 4.5 million from the NIP.

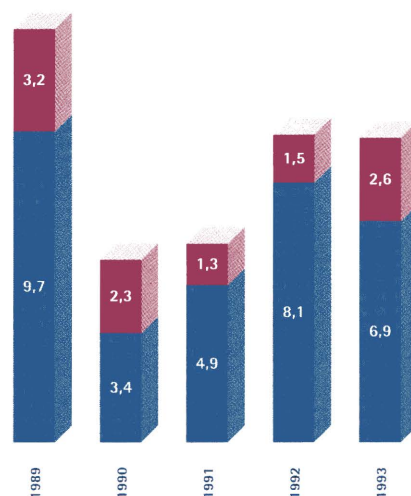
Furthermore, the EIB also contributed, under the Convention, to the financing of projects in the energy and SME sectors up to ECU 26 million from its own resources and ECU 3 million in the form of risk capital.

As regards trade, three key products that are vital to small farmers and rural workers of the country –bananas, sugar and rum– benefit from the Lomé special Protocols which guarantee preferential access to the European market.

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN NIP





Basseterre



42 000



Basseterre



267 km<sup>2</sup>

# Saint Kitts and Nevis

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant

**3068.8 ECU (1990)**

Exports (sugar 38.2%)  
Exportations (sucre 38.2%)

na/nd

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations

**3.7% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

**-0.6% (1960-1991)**

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire

**29.6% (1980)**

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation

**48.9% (1990)**

L'île de Saint-Kitts et celle de Nevis forment un état fédéral. Le pays est devenu pleinement indépendant en 1983, après 16 années d'autonomie en association avec le Royaume Uni.

Malgré l'importance de la production de sucre, en régression depuis le début des années 80, l'économie de Saint-Kitts et Nevis a connu un haut niveau de croissance. Cette prospérité est due à la diversification entreprise à cette même période vers les secteurs du tourisme et des produits manufacturés. Elle est cependant fragilisée par les contraintes caractéristiques des petites îles: marché intérieur et ressources étroites, dépendance vis à vis de l'extérieur, ainsi que par les aléas climatiques (ouragans et sécheresses).

Saint-Kitts et Nevis a bénéficié de Lomé I et II en tant que Pays et Territoire d'Outre-Mer (PTOM) pour un montant de près de 5 millions d'écus. Sous Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) a fourni une allocation de 3.5 millions d'écus. Les aides ont été principalement axées sur l'infrastructure sociale, avec notamment la construction d'écoles primaires et de centres sociaux, ainsi que l'aménagement d'un système de distribution d'eau.

Saint-Kitts et Nevis a également reçu des aides d'urgence à la suite des violentes tempêtes de 1980 et de l'ouragan Hugo en 1989.

Saint Kitts and Nevis is a federal state. It achieved full independence in 1983, after 16 years self-government as an associated state of the United Kingdom.

Despite the importance of sugar production, which has been in decline since the beginning of the 1980s, the economy of St Kitts and Nevis has been through a period of strong growth. This prosperity is due to diversification undertaken at the same time in the tourism and manufactured goods sectors. However, the economy has been weakened by limitations typical of small islands: limited domestic market and resources, dependence on the outside world, as well as climatic risks (storms and droughts).

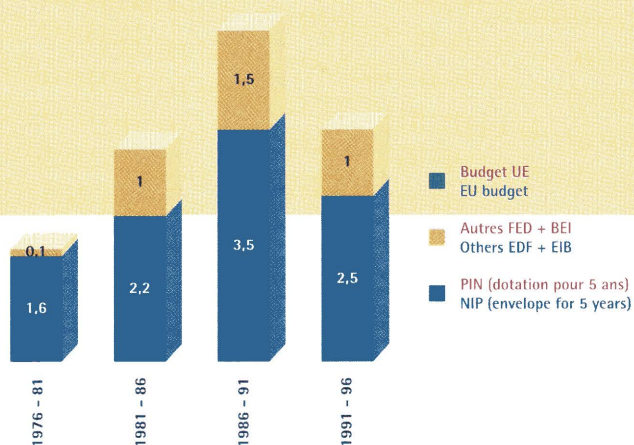
St Kitts and Nevis received almost ECU 5 million from Lomé I and Lomé II, as an Overseas Country and Territory (OCT). Under Lomé III, the National Indicative Programme (NIP) allocated ECU 3.5 million. The assistance was mainly for social infrastructure, including in particular the construction of primary schools and social centres, as well as the improvement of the water distribution system.

St Kitts and Nevis received emergency aids, following violent storms in 1980 and Hurricane Hugo in 1989.



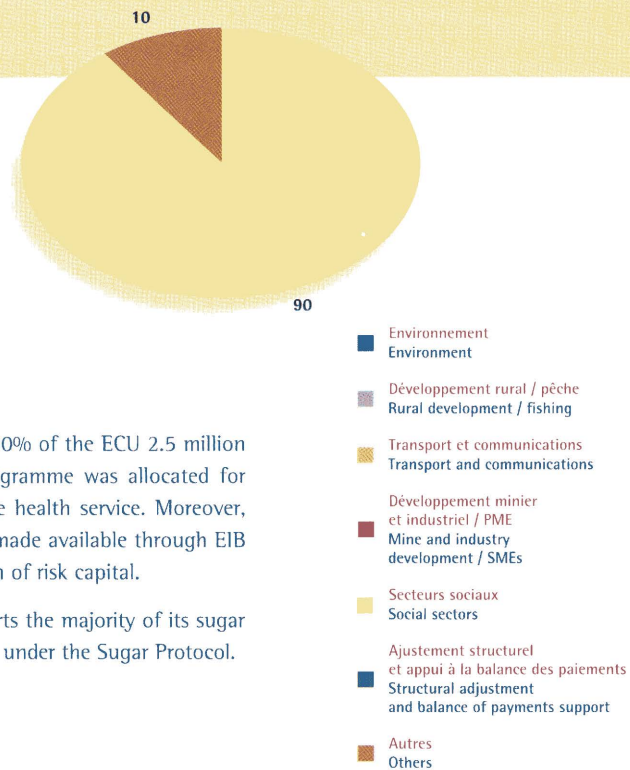
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 2.5 millions d'écus est consacré pour environ 80% au développement du secteur de la santé. Un million d'écus a été, en outre, prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risque.

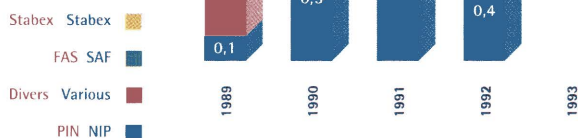
Saint-Kitts et Nevis exporte la majorité de son sucre vers l'Union Européenne sous le Protocole Sucre.

Under Lomé IV, some 80% of the ECU 2.5 million National Indicative Programme was allocated for the development of the health service. Moreover, ECU 1 million may be made available through EIB intervention in the form of risk capital.

St Kitts and Nevis exports the majority of its sugar to the European Union, under the Sugar Protocol.

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**







Castries



 154 000

 Castries

 617 km<sup>2</sup>

# Saint-Lucia

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant

**2304.2 ECU (1990)**

Exports (bananas 54.6%)  
Exportations (bananes 54.6%)

**108.5 mio ECU (1992)**

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations

**2.0% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

**1.5% (1960-1991)**

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire

**74.4% (1980)**

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation

**44.1% (1990)**

Avec 154 000 habitants, Sainte Lucie est le pays le plus peuplé de l'organisation des Etats de l'Est des Caraïbes (OECS). Indépendant depuis février 1979, Sainte Lucie présente de bonnes performances économiques depuis 1982.

A la fin des années 1980, Sainte Lucie a enregistré une forte croissance en PNB réel, due à une expansion soutenue de la production bananière, combinée au dynamisme du secteur touristique qui a permis à l'île d'accroître rapidement ses capacités d'accueil. Les problèmes rencontrés dans le secteur de la banane, à partir de 1993, à la suite de la mise en place du Marché Unique, ont conduit à mettre l'accent sur l'agriculture non-traditionnelle comme l'arbre à pain, le poivre et les mangues. Une politique de contrôle des naissances a également été mise en place.

Depuis 1976, Sainte Lucie a bénéficié directement de 12.9 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I, II et III. Ils ont été consacrés à la diversification de l'agriculture et à l'amélioration de l'infrastructure rurale, notamment en regard de l'irrigation. L'infrastructure routière et l'enseignement ont également bénéficié du PIN.

Saint Lucie a aussi reçu un financement STABEX lors de la baisse importante des revenus d'exportation de la banane, ainsi qu'une aide d'urgence à la suite des ouragans de 1980 et 1983.

With 154.000 inhabitants Saint Lucia is the most populated country of the Organisation of the East Caribbean States (OECS). Independent since February 1979, Saint Lucia has an economic performance that has remained strong since 1982.

During the late 1980s, Saint Lucia recorded strong growth in real GNP, provoked by steady expansion in banana output combined with the dynamic performance of the tourism sector which has helped the island to rapidly increase its room capacity. Problems with the banana sector, these last years, increased the importance of non traditional agricultural commodities, such as breadfruit, pepper, and mangoes.

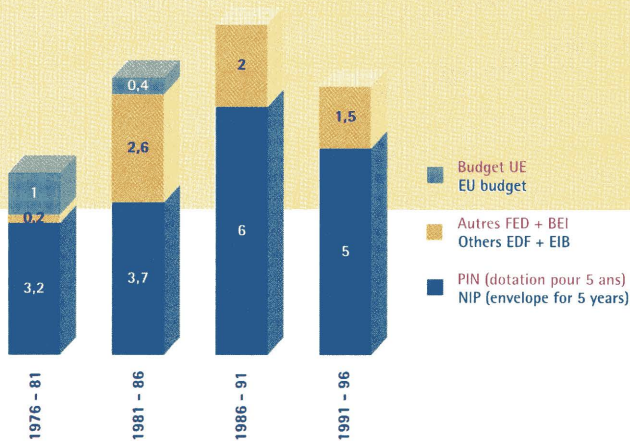
Since 1976 Saint Lucia has directly benefitted from ECU 12.9 million under Lomé I, II and III National Indicative Programmes (NIP). These were devoted to agricultural diversification, notably regarding irrigation. Road infrastructure and education also benefited from NIP resources.

Saint Lucia also received financing under the STABEX scheme, when banana export earnings decreased sharply, and emergency assistance following 1980 and 1983 Hurricanes.



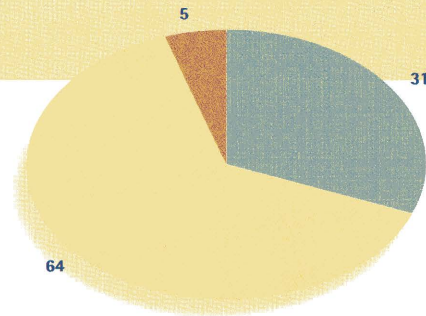
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



Le PIN de Lomé IV (5 millions d'écus) est centré sur la modernisation de l'Hopital Victoria, l'agriculture et le développement rural (1.55 millions d'écus pour le projet le développement de la Vallée de Mabouya). De plus, 750 000 écus ont été alloués au pays pour un programme de formation.

En outre, un montant de 1.5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Lomé IV NIP (ECU 5 million) is focused on the upgrading of the Victoria Hospital, on agriculture and rural development (ECU 1.55 million for the further resettlement of the Mabouya Valley). Moreover, ECU 750 000 has been allocated for a training programme.

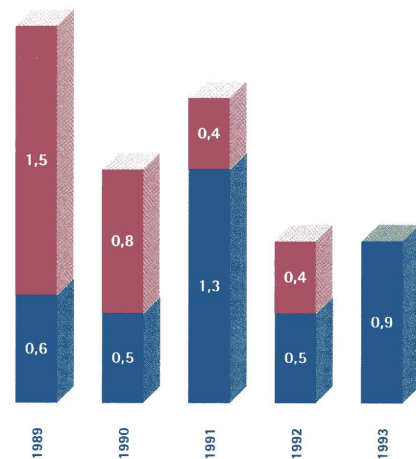
Moreover, ECU 1.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital.

- Environnement  
Environment
- Développement rural / pêche  
Rural development / fishing
- Transport et communications  
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME  
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux  
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres  
Others

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN NIP







Kingstown



 107 000

 Kingstown

 389 km<sup>2</sup>

## Saint Vincent and the Grenadines

### Economic indicators

#### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant

1493.8 ECU (1990)

Exports (bananas 53.8%)  
Exportations (bananes 53.8%)

na/nd

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations

3.6% (1988)

### Social indicators

#### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle

1 % (1960-1991)

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire

88 % (1980)

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation

20.4% (1990)

Saint Vincent et Les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous la menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

Depuis le milieu des années 80, le gouvernement doit faire face à une série de difficultés, dont le déficit des finances publiques, et de défis comme la création d'un climat favorable à l'investissement, la réforme agraire et la diversification de l'agriculture. Bien que l'économie ait enregistré des taux de croissance exceptionnels entre 1985 et 1989, la croissance moyenne réelle s'est ralentie, et les premières années de 1990 laissent apparaître un taux élevé de chômage et un manque de personnel administratif et technique.

L'agriculture de rente, et particulièrement la culture de la banane, est le principal secteur d'activité économique qui fait traditionnellement vivre des milliers de petits agriculteurs. L'exportation des bananes vers le marché européen, sur la base du Protocole spécial de Lomé qui garantit une situation préférentielle aux exportateurs traditionnels ACP, domine très largement les exportations nationales, et constitue une source de devises non négligeable pour le pays. Toutefois, les changements intervenus dans le secteur de la banane en 1993, à la suite du Marché unique européen, ont conduit le gouvernement – comme dans nombre d'autres îles de la région – à mettre l'accent sur la promotion de la diversification agricole et le tourisme.

Saint Vincent and The Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest, Saint Vincent, lives under the threat of the volcano La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

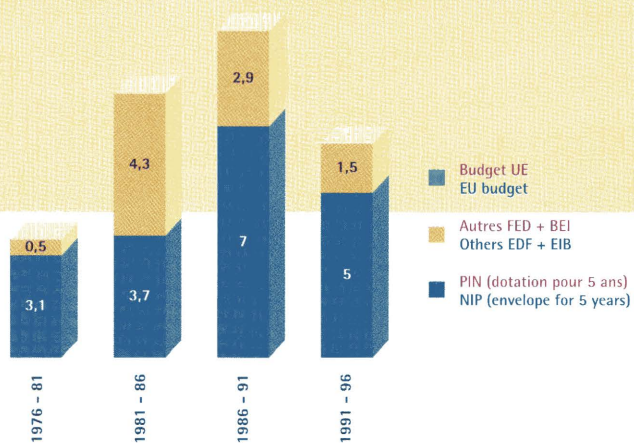
Since the mid-1980s, the Government has been facing a series of difficulties, including the public finance deficit, and challenges, such as establishing a favourable climate for investment, land reform and agricultural diversification. Although the economy registered exceptional growth rates between 1985 and 1989, real growth slowed afterwards, and since 1990 there has been a high level of unemployment and a lack of skilled technical and administrative personnel.

Cash crop farming, in particular bananas, is the main sector of the economy providing a living for thousands of small farmers. Banana exports to the European market, under the Lomé special Protocol which guarantees a preferential situation to traditional ACP exporting countries, largely dominates national exports and provides the country with a substantial source of foreign currencies. However, changes in the bananas sector following the 1993 Single European Market have led the Government – like many other islands in the region – to emphasize the promotion of agricultural diversification and tourism.



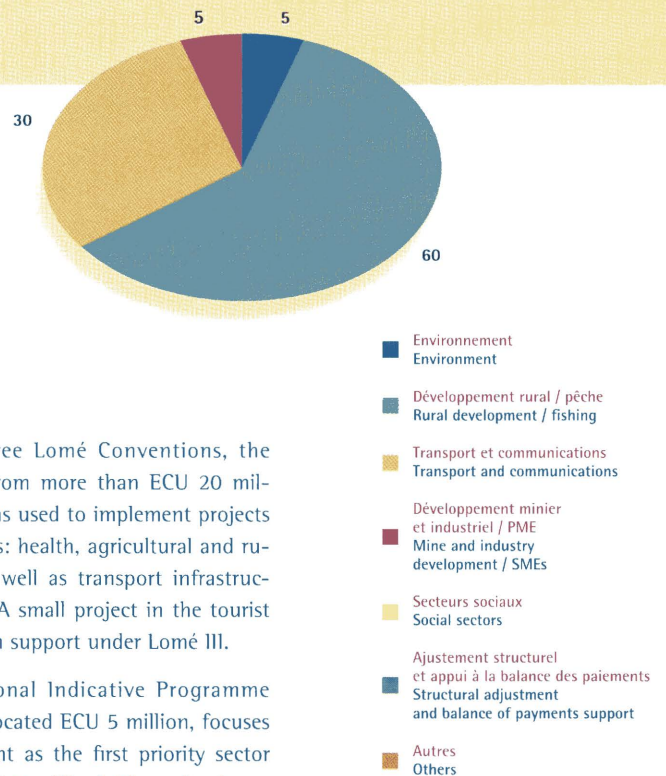
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7 : répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié de plus de 20 millions d'écus d'aide, qui ont servi à mettre en œuvre des projets dans trois secteurs de concentration: la santé, le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures de transport (routes, aéroport). Un petit projet dans le secteur du tourisme a également reçu un appui sous Lomé III.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV, qui s'élève à 5 millions d'écus, place le développement rural en tête des secteurs d'intervention prioritaires (3 millions d'écus). Des fonds seront aussi consacrés à l'extension de l'hôpital de Kingstown, au financement d'installations supplémentaires en faveur de l'enseignement secondaire, à des actions de promotion du tourisme ainsi qu'à la protection de l'environnement.

Un montant de 1.5 million d'écus a, en outre, été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

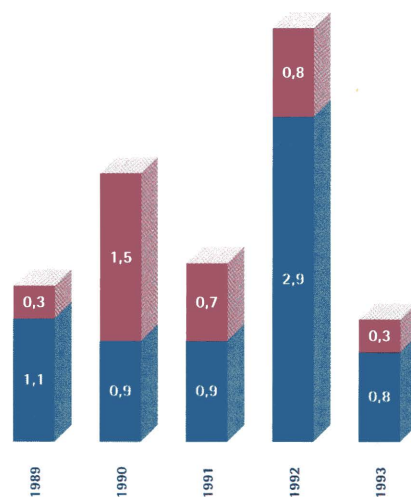
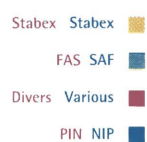
Under the first three Lomé Conventions, the country benefited from more than ECU 20 million in aid, which was used to implement projects in three main sectors: health, agricultural and rural development as well as transport infrastructure (road, airport). A small project in the tourist sector was also given support under Lomé III.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP), which was allocated ECU 5 million, focuses on rural development as the first priority sector of intervention (ECU 3 million). These funds are also devoted to the financing of the Kingstown Hospital expansion, the provision of additional secondary education facilities, tourism promotion and protection of the environment.

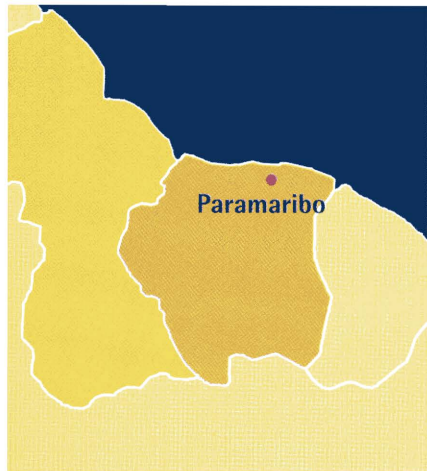
Moreover, ECU 1.5 million may be made available through the European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**







422 000



Paramaribo



163 820 km<sup>2</sup>

# Suriname

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
3337.7 ECU (1990)

Exports (bauxite products 75%)  
Exportations (bauxite 75%)  
417.1 mio ECU (1990)

Debt burden / exports  
Service de la dette /  
exportations  
na/nd

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate /  
average per year  
Taux d'accroissement  
de la population /  
moyenne annuelle  
1.3% (1960-1991)

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation  
primaire  
100% (1990)

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
47.5% (1990)

Le Suriname est l'un des trois pays ACP d'Amérique latine, situé au nord-est de l'Amérique du Sud en bordure de l'Océan Atlantique. Indépendant en 1975, le pays a connu une longue période de régime autoritaire de 1980 à 1990. Un gouvernement élu démocratiquement a été mis en place en 1991.

La politique économique menée dans les années 80 s'est traduite par une monnaie surévaluée, des activités économiques fortement contrôlées et réglementées, des déficits budgétaires et un endettement excessifs. Depuis 1992, le gouvernement s'efforce de mettre en oeuvre un programme d'ajustement structurel en vue d'éliminer les déséquilibres macroéconomiques.

Le Suriname a bénéficié de l'assistance de l'Union Européenne depuis la première Convention de Lomé. De Lomé I à III, les secteurs de concentration de l'aide (plus de 65 millions d'écus) ont principalement été le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures.

Surinam is one of the three Latin American ACP countries, situated in the north-east of South America, bordering the Atlantic Ocean. After independence in 1975, the country experienced a long period under an authoritarian regime between 1980 and 1990. A democratically-elected government was set up in 1991.

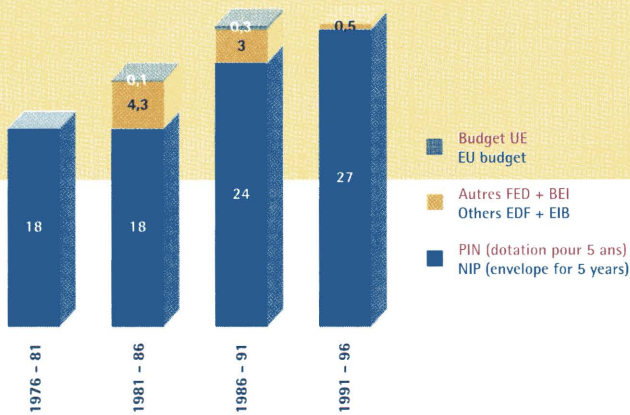
The economic policy followed in the Eighties produced an over-valued currency, highly controlled and regulated activities, budget deficits and excessive indebtedness. Since 1992, the government has attempted to implement a structural adjustment programme, to eliminate macro-economic imbalances.

Surinam has benefited from European Union aid since the first Lomé Convention. Under Lomé II and III, assistance (more than ECU 65 million) was mainly concentrated on agricultural and rural development, as well as infrastructures.



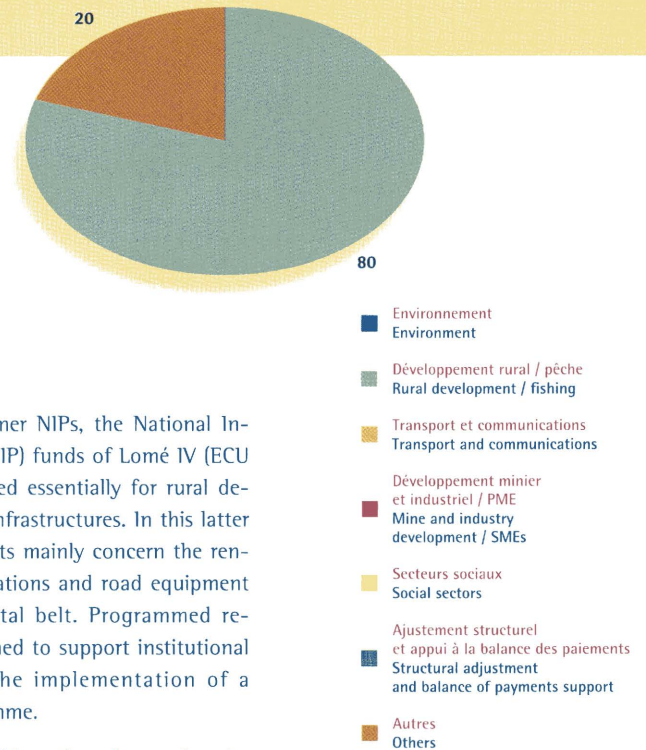
Ressources totales allouées (en millions d'écus)

Total resources allocated (in ECU million)



FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)

EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)



Les fonds du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (27 millions d'écus), comme les trois précédents PIN, sont pour l'essentiel consacrés au développement rural et aux infrastructures de base. Dans ce dernier secteur, les projets financés portent particulièrement sur la réhabilitation des installations portuaires et de l'équipement routier de la ceinture côtière du pays. Les ressources programmées de Lomé sont également destinées à appuyer le renforcement institutionnel et la mise en oeuvre d'un programme de microréalisations.

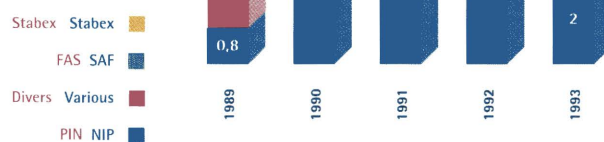
Parmi les actions financées sur les ressources budgétaires de l'UE, sous Lomé II et III, figurent notamment des aides alimentaires (en quantités limitées) et le cofinancement de projets avec des ONG.

As with the three former NIPs, the National Indicative Programme (NIP) funds of Lomé IV (ECU 27 million) are intended essentially for rural development and basic infrastructures. In this latter sector, financed projects mainly concern the renovation of port installations and road equipment in the country's coastal belt. Programmed resources are also designed to support institutional strengthening and the implementation of a micro-projects programme.

Some of the most notable actions financed under Lomé II and III, from the EU's budget resources, include food aid (in limited quantities) and the co-financing of projects with the NGOs.

Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)

Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)







Port of Spain



1 236 000



Port of Spain



5 128 km<sup>2</sup>

# Trinidad and Tobago

## Economic indicators

### Indicateurs économiques

GNP per capita  
PNB par habitant  
**3260.1 ECU (1990)**

Exports (petroleum and petroleum products 82%)  
Exportations (pétrole et produits pétroliers 82%)  
**1648.1 mio ECU (1992)**

Debt burden / exports  
Service de la dette / exportations  
**12.9% (1990)**

## Social indicators

### Indicateurs sociaux

Population growth rate / average per year  
Taux d'accroissement de la population / moyenne annuelle  
**1.3% (1960-1991)**

Primary schooling rate  
Taux de scolarisation primaire  
**95.8% (1990)**

Urbanization rate  
Taux d'urbanisation  
**64.8% (1990)**

Formé de deux îles à l'extrême sud de la Mer des Caraïbes, Trinité et Tobago a une population concentrée sur la principale île de Trinité et caractérisée par une diversité culturelle parmi les plus grandes au monde. Le pays est indépendant depuis 1962 et bénéficie d'un régime démocratique parlementaire.

L'exploitation du pétrole, secteur-clé de l'économie, a fait la prospérité du pays dans les années 70 et au début de la décennie 80, mais la baisse des cours mondiaux et de la production nationale ces 15 dernières années ont entraîné une chute des revenus pétroliers. Cette situation, a amené le nouveau gouvernement issu des élections de 1991 à adopter, en 1992, des réformes structurelles, notamment dans le secteur pétrolier.

Sous Lomé I, II et III, Trinité et Tobago a bénéficié d'une allocation globale de 36 millions d'écus pour divers projets dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'infrastructure routière, de l'équipement industriel, du développement rural, de la promotion du tourisme et du commerce ainsi que du développement des ressources humaines.

En ce qui concerne les ressources programmables disponibles sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (PIN) s'élèvent à 17 millions d'écus, auxquels s'ajoutent 3 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS). Suite à une redéfinition des priorités de développement par le nouveau gouvernement, les PIN de Lomé III et IV ont été renégociés en 1993, ce qui a permis de relancer la mise en oeuvre des projets. Les nouveaux programmes des PIN révisés portent sur la réhabilitation du réseau routier, l'appui à l'ajustement structurel (en complément aux ressources de la FAS), ainsi que sur le soutien à trois

Trinidad and Tobago is a twin-island state, to the south of Caribbean Sea, with its population concentrated on the main island of Trinidad and characterized by one of the greatest cultural diversities in the world. The country became independent in 1962 and has a parliamentary democratic regime.

Oil exploitation, the main sector of the economy, brought the country's relative prosperity in the 1970s and in the early 1980s, but the falling of world prices and national production in the last 15 years led to a drop in oil earnings. This situation led the recently elected Government (1991) to adopt in 1992 structural reforms, in particular in the oil sector.

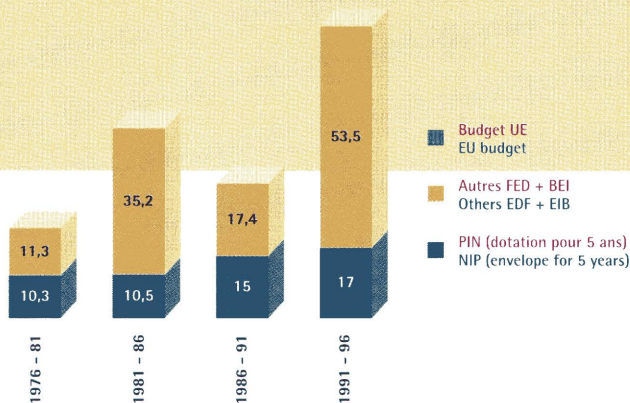
Under Lomé I, II and III, Trinidad and Tobago received a total allocation of ECU 36 million for projects in water supply, road infrastructure, industrial equipment, rural development, tourism and trade promotion sectors, as well as in human resources development.

Regarding programmable resources made available under Lomé IV, the National Indicative Programme (NIP) funds amount to ECU 17 million, to which must be added ECU 3 million under the Structural Adjustment Facility (SAF). Following a new definition of the new Government's development priorities, NIPs under Lomé III and IV have been renegotiated in 1993. This allowed the implementation of projects to start again. The reviewed NIPs focus on road rehabilitation, support for structural adjustment (in addition to SAF resources), as well as support to three programmes: Agricultural Youth Training Programme, Small Business Development Programme and Rural Electrification Programme.



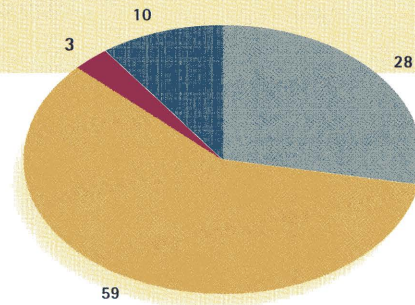
**Ressources totales allouées (en millions d'écus)**

**Total resources allocated (in ECU million)**



**FED 7: répartition sectorielle du PIN (en % de la dotation totale)**

**EDF 7: sectoral breakdown of NIP (% of the total envelope)**



- Environnement  
Environment
- Développement rural / pêche  
Rural development / fishing
- Transport et communications  
Transport and communications
- Développement minier et industriel / PME  
Mine and industry development / SMEs
- Secteurs sociaux  
Social sectors
- Ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
Structural adjustment and balance of payments support
- Autres  
Others

programmes concernant la formation des jeunes agriculteurs, le développement des petites entreprises et l'électrification en milieu rural.

Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) se sont élevés, de Lomé I à III, à près de 57 millions d'écus, dont 54 millions au titre des ressources propres de la Banque. Ils ont principalement contribué au développement des petites entreprises. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà accordé un prêt sur ressources propres de 38 millions d'écus pour la modernisation d'une raffinerie de pétrole, projet considéré comme prioritaire par le pays.

Trinité et Tobago bénéficie également, dans le cadre du Protocole sur le Sucre de la Convention de Lomé, d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 47 000 tonnes, dont les retombées peuvent être estimées à environ 20 millions d'écus, soit plus que la totalité du PIN.

Financing through the European Investment Bank amounted, from Lomé I to Lomé III, to about ECU 57 million, including ECU 54 million from its own resources. This has mainly contributed to small enterprises development. Under Lomé IV, the EIB has already allocated an ECU 38 million loan from its own resources to modernize an oil refinery. This project is considered by the country to be a high priority.

Trinidad and Tobago also benefits, in the framework of the Lomé Convention Sugar Protocol, from a yearly export quota of 47 000 tonnes to the European market, annual earnings of which may be estimated at about ECU 20 million (more than the NIP total amount).

**Evolution des paiements du FED par instrument (FED 4, 5, 6 et 7 confondus)**

**Evolution of EDF payments by instrument (EDF 4, 5, 6 and 7 combined)**

- Stabex
- FAS SAF
- Divers
- PIN NIP

